

Fighting the risk of radicalisation through education in closed institutions

Country	FRANCE
Study No.	20
Title of work	Five measures for a new organization of the treatment of radicalization in prison
Databases used including web link when possible	
Countries represented in the study	
Summary of study/report	<ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Les UPRA vont céder la place à 6 quartiers d'évaluation de la radicalisation (4 en région parisienne, 1 dans la région de Bordeaux, et 1 dans la région de Marseille) où seront placés 120 détenus au total, pour une durée de 4 mois. Le garde des Sceaux ajoute: "Un quartier d'évaluation verra aussi le jour au sein de la maison d'arrêt pour femmes de Fleury."</i> 2. <i>Les quelque 300 profils identifiés comme les "plus durs et sensibles" seront soumis à un régime de détention proche de l'isolement (fouilles régulières, changements de cellule, limitation des effets personnels). "Les détenus feront l'objet d'un suivi individualisé, d'une prise en charge spécifique, et d'une évaluation – au moins – biannuelle" a expliqué Jean-Jacques Urvoas.</i> 3. <i>"Pour les détenus au profil ne nécessitant pas l'encadrement maximal, un dispositif de prise en charge spécifique sera créé dans 27 établissements sur tout le territoire", a indiqué le ministre de la Justice. "Les conditions de sécurité seront supérieures à celles pratiquées classiquement et un renfort de personnels sera apporté mais ils continueront à fréquenter les autres incarcérés", a-t-il précisé.</i> 4. <i>90 conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP) contractuels seront recrutés pour compenser le travail des référents "prévention de la radicalisation violente" qui seront désormais "chargés d'assurer en priorité le suivi des individus</i>

	<p><i>signalés comme radicalisés dans chaque service pénitentiaire. Ces recrutements s'ajoutent aux 1 100 déjà actés", a rappelé Jean-Jacques Urvoas.</i></p> <p><i>5. L'autre défi à relever : préparer et accompagner les sorties de prison. Le garde des Sceaux propose "la création d'une formation spécialisée de l'état-major de sécurité départemental afin de la consacrer aux seuls sujets pénitentiaires". Des instances de prise en charge en milieu ouvert des personnes radicalisées placées sous main de justice seront également créées. Une structure baptisée "RIVE" (recherche intervention contre la violence extrémiste) sera installée en Île-de-France en décembre et "a vocation à être étendue à l'ensemble du territoire si les résultats sont probants"</i></p>
Key findings	
Conclusions of review	